- ↑ Cette année, nous commémorons le centenaire de la grande guerre. Tous les acteurs en ont disparu. Nos souvenirs s'estompent. Seules quelques images persistent, les poilus, les tranchées, les gaz, les gueules cassées, les millions de morts...
- ↑ Pendant notre scolarité nous avons appris qu'un serbe de 19 ans, Gravilo Princip, ayant tué un archiduc d'Autriche, François-Ferdinand, à Sarajevo le 28 juin 1914, un processus mécanique et incontrôlable de « marche vers la guerre » s'est déclenché du fait de l'existence de deux alliances opposées. Les décideurs se montrant incapables de peser sur les évènements.
- ↑ Pourtant, si l'existence de la Triple entente (France, Russie, Royaume-Uni) et de la Triplice (Allemagne, Italie, Auriche-Hongrie) sont des réalités historiques, il convient de sortir des images d'Epinal et d'examiner ce qu'elles recouvrent.

Tout d'abord, aucune des alliances n'implique d'automaticité dans la mise en œuvre d'un accord militaire.

La triple entente, à laquelle nous appartenons, n'est constituée que par un réseau de relations bilatérales. La France et la Russie sont liées par un accord militaire depuis 1893 mais, ce dernier n'est que purement défensif. Lors de la crise bosniaque de 1908, nous prévenons Nicolas II que, nos intérêts vitaux n'étant pas engagés dans les Balkans, nous n'interviendrons pas militairement si la Russie faisait le choix de s'engager. Entre la France et le Royaume-Uni, l'entente cordiale de 1904 ne concerne que les différents coloniaux outre-mer. Aucun texte n'impose à Londres de rentrer en guerre sur le continent aux côtés de Paris. Entre le Royaume-Uni et la Russie, c'est encore plus net. L'accord a réglé le litige en Asie centrale mais Londres a bien exclu tout accord à caractère militaire ou naval.

Côté triplice, les relations entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie sont très tendues. L'alliance Berlin Vienne s'est faite par défaut, aucune des deux puissances centrales ne pouvant y renoncer sous peine d'isolement diplomatique.

**\* \*** 

↑ Alors, en ce 19 juin 1914 quelles sont les préoccupations des Français?

C'est en premier lieu la météo qui inquiète une population majoritairement campagnarde. En effet, l'hiver et le printemps ont été particulièrement désagréables.

- ↑ En janvier, il a beaucoup neigé y compris dans le midi, la pluie a suivi, il a grêlé au mois de mars
- ↑ et enfin des orages sur le bassin parisien ont fait 11 morts à Paris, il y a 4 jours. On craint pour les feux de la Saint-Jean dans 2 jours qui permettent de se retrouver au sein du village en cette période de basse activité pour les travaux agricoles.
- ↑ Le fait divers marquant dans les journaux est l'affaire Caillaux. L'épouse de ce ministre des finances qui cherche à faire adopter un impôt progressif sur le revenu a

assassiné de 5 balles monsieur Calmette, le directeur du Figaro, qui menait une campagne contre lui et s'apprêtait à publier des lettres gênantes pour les 2 époux.

↑ Et puis la grande affaire, c'est le départ prochain du tour de France, lancé en 1903 par Henri Desgranges directeur du journal l'Auto. Ce tour va traverser systématiquement la Moselle de 1906 à 1910, en accord avec les autorités allemandes. A partir de 1911, la situation internationale se tend et le tour n'entre plus dans les territoires perdus.

**\* \*** 

- ↑ Quelle est la situation à l'est du Rhin où une confédération germanique, gouvernée par une diète, s'est constituée après la chute de Napoléon ?
- ↑ A l'exception du président de la République française, tous les dirigeants d'Europe sont liés par des liens familiaux directs ou par mariage.
- ↑ Appelé au pouvoir en 1862, Bismarck se donne pour mission de rénover la force militaire prussienne et de relancer le processus d'unification interrompu en 1850.
- ↑ L'affaire des duchés. Les trois duchés de Schleswig, Holstein et Lauenbourg sont en union personnelle avec la couronne de Danemark, les deux derniers étant par ailleurs inclus dans la Confédération germanique. En 1848, une guerre a éclaté à leur propos entre le Danemark et la Prusse. Il a pour finir été décidé, en 1852, que le roi de Danemark conserverait les trois duchés, considérés comme un tout.

L'opinion danoise, cependant, veut le rattachement pur et simple du Schleswig au Danemark. Les Allemands des duchés protestent et s'adressent à la Diète. Bismarck obtient alors de celle-ci qu'elle confie à la Prusse et à l'Autriche le soin d'intervenir. Battu, le Danemark doit abandonner les duchés en 1864. L'année suivante, l'administration du Holstein est confiée à l'Autriche; celle du Schleswig et du Lauenbourg à la Prusse.

↑ Cela ne satisfait pas Bismarck qui se retourne contre l'Autriche.

La guerre est décidée à Berlin dès le début de 1866. En juin, la Prusse occupe le Holstein. Saisie par l'Autriche, la Diète se prononce contre la Prusse. Bismarck déclare la Confédération dissoute et lance un appel à la nation allemande. Aux côtés de l'Autriche se rangent la Bavière, le Wurtemberg, le Bade, la Hesse-Darmstadt et plusieurs États du Nord (Nassau, Hesse-Cassel, Hanovre, Saxe). Les armées prussiennes battent en quelques jours le Hanovre et la Bavière, puis pénètrent en Bohême où, le 3 juillet 1866, elles vainquent les Autrichiens à Sadowa.

Le mois suivant, le traité de Prague entérine les exigences de la Prusse :

- elle annexe les duchés ex-danois, le Hanovre, la Hesse-Cassel et le Nassau (dont les souverains sont dépossédés) et la ville de Francfort; la Saxe doit payer une forte indemnité;
- la Confédération germanique est dissoute; vont lui succéder une Confédération d'Allemagne du Nord et, s'ils le désirent, une union des États d'Allemagne du Sud.

Dès août 1866, ces derniers signent avec la Prusse des traités secrets d'alliance militaire. La Confédération d'Allemagne du Nord entre en vigueur l'année suivante. Elle a pour « président » le roi de Prusse et pour chancelier Bismarck.

Napoléon III, qui a louvoyé entre la Prusse et l'Autriche, demande à Bismarck des « compensations », y compris en pays germanique : Sarre, Luxembourg... Il n'obtiendra rien. Bismarck en tire cependant parti pour souder le nationalisme allemand face à la France, en particulier dans le sud de l'Allemagne, a priori peu favorable à l'hégémonie prussienne.

**\* \*** 

↑ Un incident diplomatique exploité par Bismarck incite la France à déclarer la guerre à la Prusse en juillet 1870. La France battue, c'est à Versailles, le 18 janvier 1871, que les souverains allemands rassemblés proclament le roi de Prusse Guillaume Ier « empereur allemand ».

↑ Ainsi naît l'Empire allemand - Deutsches Reich, dit « deuxième Reich », dont seule l'Autriche demeure exclue. La France cède au nouvel empire l'Alsace-Lorraine.

↑ Les parlers traditionnels de la plus grande partie de l'Alsace sont alémaniques comme ceux de Suisse. Les autres parlers, dont ceux de la Lorraine, d'origine franciques comme ceux du Palatinat, de la Sarre ou du Luxembourg.

Incorporées à la France aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, les deux régions se trouvent d'emblée dans une situation linguistique délicate : si les élites urbaines s'initient au français, la masse de la population continue de n'utiliser que les dialectes et l'Allemand.

L'assimilation progresse donc à pas mesurés quand, en 1871, l'Allemagne annexe l'Alsace-Lorraine.

L'Allemagne n'annexe pas toute l'Alsace : Belfort et ses environs (de langue française) reste à la France. En revanche, pour des raisons militaires, elle annexe une partie de la Lorraine qui n'avait jamais été germanophone, dont Metz. Afin de ne pas devenir citoyens allemands, quelque 250 000 Alsaciens et Lorrains quittent la région.



↑ C'est dans ce contexte que survient un premier incident grave.

Le général Boulanger, alors ministre de la Guerre, avait cru bon, au moment de son arrivée, de développer les activités d'espionnage dans les départements annexés par le Reich après la défaite de 1870, sans en référer à ses collègues, en utilisant notamment les services de fonctionnaires civils connaissant bien cette région, dont Guillaume Schnæbelé, commissaire de police français d'origine alsacienne en fonction à Pagnysur-Moselle.

Sans doute pour faire pression sur le gouvernement français, les Allemands tendent un piège à Schnæbelé en demandant à l'un de ses collègues, Gautsch, commissaire d'Arssur-Moselle, de l'inviter à se rendre chez lui pour affaire de service, sous prétexte d'un incident portant sur la vandalisation du poteau frontière allemand.

↑ Le 20 avril 1887, alors que Schnæbelé fait seul les cent pas de part et d'autre de la frontière en attendant son collègue, il est appréhendé par des policiers allemands déguisés en ouvriers agricoles

La preuve de l'endroit exact de l'arrestation, et donc son bien-fondé du point de vue de l'autorité allemande, qui invoque la violation de son territoire et des activités d'espionnage, reste incertaine

Le président du Conseil des ministres propose d'envoyer aux Allemands un ultimatum, soutenu par le ministre Boulanger qui se déclare prêt à décréter la mobilisation générale des troupes et de la réserve. Conscients des dangers d'une éventuelle nouvelle guerre pour une France encore sans alliés, le président de la République Jules Grévy et le ministre des Affaires étrangères Émile Flourens voient immédiatement que les Allemands ont été très maladroits dans la forme alors qu'ils avaient certainement raison sur le fond en dénonçant les activités d'espionnage de Schnæbelé.

Bismarck, ne voulant pas aggraver une situation avec la France déjà très tendue, fait libérer le commissaire.

Cette affaire démontra cependant aux républicains français et en particulier aux radicaux comme Clemenceau, qui soutenaient Boulanger jusqu'ici quelquefois avec un certain enthousiasme, à quel point ce général et sa politique toute personnelle représentaient désormais une menace pour la sécurité du régime et du pays lui-même. C'est lors de cette affaire que face à la position de Boulanger qui s'exclamait « je ne vois pas de réponse sous une autre forme que celle de l'ultimatum », Clemenceau fait ce fameux commentaire sous forme de boutade : « la guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires ! ».



↑ Bismarck exerce la réalité du pouvoir jusqu'en 1890, date à laquelle, en conflit avec Guillaume II, il doit démissionner. L'Allemagne n'a plus ensuite de réel dirigeant : soumis aux pressions de puissants lobbies (industriel, bancaire, militaire, colonial, naval...) Guillaume II et ses chanceliers successifs s'engagent dans une fuite en avant très hasardeuse. Il est vrai que simultanément l'Allemagne devient la première puissance économique d'Europe.

Son entrée relativement tardive dans la révolution industrielle lui permet de mettre d'emblée en place un appareil de production plus moderne, plus rationnel et plus concentré que celui de la Grande-Bretagne.

La Ruhr, en est l'élément moteur : bassin houiller et sidérurgique, doté d'industries de plus en plus variées, elle dépasse à la fin du 19e siècle les trois millions d'habitants. Elle surclasse ainsi les conurbations industrielles britanniques.

## ↑ Le client est Roi

↑ A la recherche de ressources, un monde à ce partager. La constitution d'une flotte très puissante.

↑ Quelques années plus tard, à l'été 1911, Français et Allemands vont relancer leur différend autour du Maroc jusqu'à placer l'Europe au bord d'une conflagration générale.

En effet, depuis qu'elle a entrepris de coloniser l'Algérie, la France lorgne sur le sultanat voisin, l'un des derniers pays indépendants d'Afrique.

En concluant en 1904 l'**Entente cordiale**, la Grande-Bretagne accepte le principe d'un protectorat français sur le Maroc. Mais l'empereur allemand Guillaume II ne l'entend pas de cette oreille. Il débarque théâtralement à Tanger en 1905, traverse la ville à cheval, à la tête d'un imposant cortège, et va à la rencontre du sultan Abd-ul-Aziz pour l'assurer de son appui face aux menaces françaises!

Ce «coup de Tanger» entraîne une poussée de germanophobie en France et la démission du ministre français des Affaires étrangères. Il débouche aussi sur la réunion l'année suivante, d'une conférence internationale à Algésiras, au sud de l'Espagne. Cette conférence confirme l'indépendance du Maroc et rappelle le droit d'accès de toutes les entreprises occidentales à son marché...

Mais au grand dam de Guillaume II, elle établit aussi implicitement des *« droits »* particuliers de la France sur l'empire chérifien : c'est ainsi que la France et l'Espagne se voient confier la police des ports marocains et un Français est chargé de présider la Banque d'État du Maroc...

Là-dessus, le faible sultan Abd-ul-Aziz est renversé par son frère Moulay Hafiz. Mais les tribus berbères du Moyen Atlas viennent à son secours et assiègent l'usurpateur dans Fès... Moulay Hafiz appelle à son aide les Français, qui ne se font pas prier. C'est ainsi qu'en avril 1911, une armée occupe les villes impériales de Rabat, sur la côte atlantique, Fès et Meknès dans le Moyen Atlas.

L'Allemagne voit à juste titre dans cette intervention une violation des accords signés à Algésiras cinq ans plus tôt. Le 1<sup>er</sup> juillet 1911, elle dirige la canonnière *Panther* vers Agadir pour signifier à la France qu'elle n'a pas tous les droits au Maroc.

↑ À Paris, l'opinion se déchaîne aussitôt contre l'Allemagne. Les diplomates et l'étatmajor se montrent prêts à l'affrontement. À Londres, une bonne partie du gouvernement prend fait et cause pour Paris.

La Grande Guerre, que d'aucuns espèrent, va-t-elle éclater sur ce futile différend ?

Le président du Conseil français <u>Joseph Caillaux</u> est convaincu qu'une guerre entraînerait la ruine de l'Europe. Il résiste à toutes les pressions et négocie en secret avec les Allemands.

Il s'ensuit un traité franco-allemand le 4 novembre 1911, avec une cession de territoires, en Afrique équatoriale, du Congo, colonie française, au Cameroun, colonie allemande. L'Allemagne concède en contrepartie à la France une entière liberté d'action au Maroc.

Ce traité d'apaisement est ressenti de part et d'autre comme une lâche concession à l'ennemi et Joseph Caillaux doit céder le pouvoir le 11 janvier suivant à Raymond Poincaré.

**\* \*** 

- ↑ Le plan 17
- ↑ Le plan Schlieffen



- AEIOU « Austriae est imperare orbi universo » et en allemand à « Alles Erdreich ist Oesterreich untertan » « Il appartient à l'Autriche de gouverner le monde »
- ↑ François-Joseph, Elizabeth, Rodolphe
- ↑ L'empire d'Autriche, battu par la Prusse à Sadowa, cherche un nouvel équilibre. Institué en 1867, le système de la « double monarchie » organise l'empire en deux états :
  - la Hongrie réunit les pays de la couronne de saint Etienne ;
  - l'Autriche rassemble les autres possessions des Habsbourg.

L'empereur d'Autriche est simultanément roi de Hongrie. Chaque État a sa constitution, son parlement, son gouvernement... mais il existe des ministères communs : affaires étrangères, guerre, finances. En pratique, la classe dirigeante allemande partage désormais le pouvoir avec la classe dirigeante hongroise.

Il en va tout autrement au niveau du peuple et ce colosse est bien fragile. Les sujets germanophones de l'empereur d'Autriche se considèrent tout aussi allemand que ceux du roi de Bavière ou du roi de Prusse. Au total, les allemands ne forment que le quart de la population de l'empire austro-hongrois.

Des forces centrifuges, hostiles à la domination de Vienne ou Budapest, se manifestent au sud-ouest (Italiens), au nord (Tchèques, Slovaques), à l'est (Roumains) et au sud-est (Croates et Serbes), ceux-ci sensibles à l'influence de la Serbie indépendante voisine. Même les Hongrois manifestent pour l'indépendance.



- ↑ La Russie
- ↑ Nicolas II est un velléitaire qui se considère comme un libéral, mais qui agit souvent en autocrate brutal.
- ↑ Une fuite en avant coloniale matinée de pogroms.

- ↑ 1905 la défaite face au Japon.
- ↑ L'alliance avec la France.

**\* \*** 

↑ Le Royaume-Uni

↑ Sourcilleux sur son indépendance, appuie son développement économique sur son gigantesque empire colonial. Il n'entend pas que l'on vienne le lui contester et bâtit à cet effet la flotte la plus puissante ayant jamais existée.



↑ La défaite de 1870 a été ressentie comme une humiliation nationale. Un désir de revanche s'installe. Napoléon III et le Second Empire sont stigmatisés pour l'imprévoyance dont ils ont fait preuve en matière militaire.

↑ La loi de 1872, proclame le service militaire obligatoire de un à cinq ans selon tirage au sort. Les soutiens de famille, les membres du clergé et de l'enseignement en sont dispensés. Pour des raisons économiques un raccourcissement du service militaire est nécessaire. Pour le réduire, certains estiment afin ne pas nuire à la force de l'armée, qu'il faut procéder à une formation préalable à l'école.

Après bien des débats, les républicains légalisent en 1882 les bataillons scolaires qui, jusqu'alors, n'étaient le fruit que d'initiatives privées.

L'idée de faire de l'école un centre de préparation et d'instruction militaire où les élèves apprendront le devoir, la discipline, le maniement des armes, le tir, apparaît comme une des clés du redressement national et un des moyens de préparer la revanche.

Le bataillon est organisé militairement, port de l'uniforme, du béret marin, apprentissage et utilisation du fusil, le chant patriotique est également de mise et anime les défilés

En 1886, année où on enregistre les effectifs les plus élevés, 146 bataillons sont constitués ; 49 départements sur 87 ont un ou plusieurs bataillons ; 43 326 élèves sont incorporés dans ces bataillons.

Toutefois, des réticences s'expriment :

- l'autorité militaire, estime que les instructeurs sont souvent incompétents et les défilés laissent à désirer;
- les milieux catholiques considèrent que l'activité des bataillons scolaires n'a pas d'autre but que de retenir les enfants le dimanche et de rendre difficile leur instruction religieuse;
- les frais de fonctionnement à la charge des communes posent souvent un problème de financement;

 Les instituteurs, de plus en plus gagnés par les idées pacifistes, s'interrogent sur l'opportunité de cet enseignement.

La ferveur du patriotisme scolaire s'essouffle. Le constat est simple, la valeur éducative de cette institution est inefficace car trop éloignée de la conscription, l'expérience prendra fin en 1892.

↑ On ne va cependant tout arrêter.

En juillet 1893, le gouvernement décide d'ajouter au programme des exercices militaires, pour les élèves âgés de plus de 10 ans du cours moyen et supérieur des écoles primaires publiques, le tir à 10 mètres.

Le tir est placé sous la direction exclusive de l'instituteur, qui doit donner lui-même cet enseignement, dans les locaux scolaires. Les stands de tir sont très souvent aménagés dans les préaux des écoles ou dans le coin de la cour, l'installation est très simple, un porte cible installé à 12 mètres, au pas de tir une tablette.

A partir de 1896, un championnat annuel de tir scolaire des écoles primaires, approuvé par le ministère de l'instruction publique, est organisé par l'*Union des Sociétés de Tir de France*.

L'introduction du tir à l'école primaire, a donné une impulsion à cette pratique et a très vite donné naissance aux sociétés de tir scolaires.

- ↑ S'il est important de former des soldats, il convient aussi de former des Français à leur histoire.
- ↑ Connaissant leur pays.
- ↑ Pratiquant la même langue.
- ↑ La montée en puissance des gauches pacifistes en Europe de l'ouest ne va rien changer.

Si aucun dirigeant ne souhaite la guerre, tous sont prêts à l'accepter. C'est pourquoi les ultimes tentatives pour sauver la paix de Guillaume II qui s'adresse directement à ses cousins Nicolas II et Georges V, et celle du premier ministre britannique Asquith qui propose la tenue d'une conférence générale des puissances européennes se heurtent à l'idée que céder aux exigences de l'adversaire serait un déshonneur. De toutes façons, chacun est persuadé de sa capacité à régler la situation par les armes en quelques mois.

↑ La France est donc prête à cette guerre. Unanimement, comme l'écrit Henri Desgranges dans l'Auto nous sommes persuadés que : « Les Prussiens sont des salauds. Il faut en finir avec ces imbéciles malfaisants qui, nous empêchent de vivre, d'aimer, de respirer, d'être heureux. »

Le suicide de l'Europe est en marche!

↑ Le vainqueur du tour de France

NB: A ceux qui souhaiteraient approfondir ce sujet, je conseille vivement la lecture d'un des « Lavisse » ainsi que du « tour de France par deux enfants ». Ces livres se trouvent facilement, et pour des sommes très modiques, sur les sites de vente aux particuliers. J'ai trouvé la matière de cet exposé en partie sur Internet, au travers de Wikipedia qui nécessite toutefois des recoupements. Je me suis aussi largement appuyé sur l'atlas des peuples d'Europe occidentale de Jean et André Sellier aux éditions la découverte. Il fait partie d'un ensemble d'atlas des mêmes auteurs particulièrement remarquables. Enfin, je conseille à tous ceux qui aiment l'histoire et la chose militaire, la nouvelle revue « Guerres et Histoire » de Science et vie et notamment son numéro d'avril 2014 pour son dossier spécial centenaire de la grande guerre.